

# La caractéristique de la crise actuelle

# En quoi le MONDE a CHANGÉ

Le 26 avril 2006

**L**e jeudi 20 avril j'ai averti qu'à moins d'une intervention pour changer fondamentalement notre politique, le monde entier plongerait dans un processus d'effondrement monétaire et financier systémique, comparable à celui de l'Allemagne de Weimar pendant la deuxième moitié de l'année 1923.

Cet effondrement de 1923 eut une répercussion de taille : la grande dépression du début années 30. Bien sûr, les circonstances de la déconfiture de l'Allemagne de Weimar allaient devenir une partie importante de la cause de la dépression générale qui allait frapper entre 1929 et 1933. Mais celle-ci ne fut qu'un effondrement, certes très grave, à l'intérieur du système et non un effondrement du système lui-même. La différence, c'est que nous sommes, cette fois, face une chute comparable à celle de l'Allemagne de 1923 mais à une échelle globale, une chute générale du système. Elle ne se limiterait pas à un ou plusieurs pays, elle serait mondiale.

Selon mon estimation, cet effondrement se produira, au plus tard, en septembre. À moins que le système mondial actuel ne soit tout à coup réformé de façon radicale, une crise provoquant l'écroulement général du système mondial tout entier est pratiquement certaine.

Pour comprendre comment cette catastrophe est arrivée, il faut se souvenir d'abord du précédent contraire : les changements majeurs effectués par Franklin D. Roosevelt dans l'orientation de la politique économique de notre république lorsqu'il devint président des Etats-Unis, en mars 1933. On peut les identifier et les définir de façon très claire.

Tout d'abord, le jour où il prit ses fonctions, Franklin Roosevelt se retrouva avec une économie nationale qui avait perdu la moitié de sa substance depuis la débâcle boursière de 1929. Les facteurs internationaux furent

## LYNDON H. LAROUCHE



nombreux, mais les politiques adoptées par les présidents Coolidge et Hoover en furent aussi responsables ; et notamment la réponse de Hoover à l'effondrement boursier qui engendra la déconfiture de l'économie physique du pays jusqu'au moment où Roosevelt entra en fonction.

Sous Coolidge et Hoover, les Etats-Unis

Le président Franklin Roosevelt organisa la grande reprise de l'économie américaine grâce à un système de crédits alloués à de grands projets d'infrastructure.

avaient opéré sous un système financier et monétaire qui constituait une nouvelle et profonde dérive par rapport aux principes associés à notre Constitution fédérale. Le centre des financiers de New York fonctionnait à la fois comme un rival mais aussi comme une partie du système monétaire et financier sur lequel avaient débouché les négociations de Versailles, à la fin de la première guerre mondiale. La philosophie du gouvernement, sous ces présidences, était loin d'être aussi mauvaise que celle que nous subissons aujourd'hui, sous George W. Bush, mais, malgré tout, elle était très mauvaise.

Dans cette période 1929-1933, Franklin Roosevelt avança, ancré dans la tradition des politiques économiques et de notre premier secrétaire au trésor Alexander Hamilton, et de son propre ancêtre, l'allié politique d'Hamilton, Isaac Roosevelt. Il ramena immédiatement la politique de la république à la tradition constitutionnelle des Etats-Unis qu'avaient violée Coolidge et Hoover.

Les changements de direction qui eurent lieu alors démontrèrent à quel point le système américain d'économie politique, ancré dans notre constitution fédérale, fait des Etats-Unis un système économique totalement différent de ceux qui prévalent encore en Europe aujourd'hui. Il s'agit d'un système de crédit qui implique que nos banques principales dépendent d'une banque nationale définie par l'autorité constitutionnelle exclusive de la branche exécutive des Etats-Unis. Cet exécutif émet de la monnaie ayant pouvoir libérateur<sup>1</sup>, avec le consentement du Congrès américain. Les systèmes monétaires et financiers européens, comme par exemple celui relevant du dogme de John Maynard Keynes sont, au contraire, des systèmes quasi-féodaux, dans lesquels des intérêts financiers privés – appelés « banques centrales indépendantes » – s'associent pour contrôler des gouvernements qui ne sont souverains que dans les mots.

Contrairement aux mythes puéris encore répandus en Europe et parmi les personnes ignorantes de notre propre pays, l'argent n'a pas de valeur intrinsèque. Dans notre système, des tarifs protecteurs ainsi que des mesures régulatrices sont utilisés

pour réguler les effets de la circulation d'argent légal de manière à faire émerger un système de « commerce équitable », par opposition aux systèmes européens quasi-oligarchiques relevant du soi-disant « libre-échange ».

La deuxième considération principale qui, dès le début, orienta les actions du gouvernement de Franklin Roosevelt est qu'Adolf Hitler venait de recevoir des pouvoirs dictatoriaux, à peine quelques jours avant l'inauguration de la nouvelle présidence américaine. Franklin Roosevelt, guidé par une connaissance juste de l'héritage constitutionnel de notre pays, non seulement fit revivre notre économie nationale, mais nous permit ensuite d'assurer la défaite d'Adolf Hitler, qui n'aurait pas été vaincu sans le type de politique économique que son gouvernement adopta. Cette défaite de la prétention nazie d'établir un empire mondial eut pour unique raison le fait que la politique du président Roosevelt ait été modelée, dès le début, par une conscience de cette croissante menace venant d'Europe.

Cependant, à peine Roosevelt venait-il de mourir que déjà certains introduisaient un changement majeur de direction de l'élaboration de la politique américaine. Son successeur, Truman, adopta la politique de Winston Churchill en déclenchant un conflit contre ces Soviétiques

qui allaient se révéler être de sérieux adversaires ; du même coup, il liquida ou amputa la plupart, si ce n'est la totalité des éléments de la politique économique de Franklin Roosevelt. Voilà pourquoi, plus tard, lorsqu'il quitta ses fonctions, Eisenhower mit en garde contre une menace interne aux Etats-Unis, visible dans l'essor de ce qu'il appela un complexe militaro-industriel. Ce fut, entre 1945 et 1965, la principale menace interne contre notre ordre constitutionnel ; promoteur de ce que l'administration Bush-Cheney-Rumsfeld représente, il l'est encore de nos jours.

Cette menace a aussi pris d'autres formes, comme celle du Congrès pour la Liberté de la Culture (C.L.C.) qui, avec ses nombreux auxiliaires à l'intérieur comme à l'extérieur des Etats-Unis, visait à créer les conditions d'un ordre dictatorial. Aux yeux des historiens, l'action du C.L.C

**Roosevelt  
venait à peine  
de mourir que  
déjà certains  
introduisaient  
un changement  
majeur de  
direction dans  
la politique  
américaine**

1. C'est-à-dire le pouvoir d'éteindre une dette (NdT).

et de ses auxiliaires devrait évoquer la manière dont la prolifération du sophisme entraîna l'Athènes de Périclès à s'engager dans cette autodestruction de la civilisation de la Grèce antique que fut la guerre du Péloponnèse. Il est révélateur que les fidèles de Carl Schmitt et du professeur Leo Strauss, tous deux apologistes majeurs du Thrasymaque de la guerre du Péloponnèse, soient une composante essentielle du noyau dur de ce qu'est devenu le « complexe militaro-industriel » dénoncé par le président Eisenhower. Les politiques promues actuellement par le pro-synarchiste Felix Rohatyn sont typiques de cette conception : remplacer des troupes régulières, c'est-à-dire une institution publique, par un ensemble d'armées privées contrôlées par des financiers, en privatisant la fonction militaire, exactement comme le firent les banquiers vénitiens, sous le système qui dominait l'Europe médiévale lorsqu'ils déployèrent les forces des Croisés.

Les réformes promues dans la culture et dans l'enseignement par les milieux associés à Bertrand Russell et au C.L.C. ont été l'onde de choc de la corruption qui a déferlé sous la forme de la « contre culture sexe-drogue-rock » des « soixante-huitards ». Cette génération de « baby-boomers » devenus des cols blancs à l'âge adulte, dont le phénomène « soixante-huitard » est exemplaire, a fourni une force motrice essentielle à ce qui est identifié comme une « contre-culture postindustrielle ».

Cette émergence des « soixante-huitards » cristallise le troisième changement fondamental de paradigme culturel apparu dans les économies des Etats-Unis et de l'Europe occidentale et centrale, principalement.

Culturellement, la forte mentalité « anti-col bleu » des « soixante-huitards » porteurs de références universitaires a créé une scission avec ce qui restait de l'héritage de Franklin Roosevelt au sein des vestiges de l'alliance du mouvement ouvrier et de la couche politique et sociale qui lui était associée. Ce phénomène joua un rôle capital dans les changements qualitatifs d'orientation économique – en mal – caractéristiques des gouvernements qui se succédèrent entre 1969 et 1981, ceux de Nixon, de Ford, et de Carter : le saccage du dollar américain et du système monétaire international, sous Nixon, et le saccage de l'arsenal protectionniste de l'économie intérieure américaine, sous la Commission trilatérale de Zbigniew Brezinski.



**Figure 1**  
Lors de son discours d'adieu, Eisenhower mit en garde contre le « complexe militaro-industriel » américain.

#### LA QUATRIÈME PHASE

C'est le système qui fut lancé alors qu'Alan Greenspan était président de la Réserve fédérale qui représente la quatrième phase.

Même lorsque l'on prend en compte les différences fondamentales entre l'optique des deux présidences Bush et celle des deux mandats de l'Administration Clinton, on s'aperçoit que la période 1987-2006 ne possède qu'un seul et même visage, celui d'une dégradation ininterrompue. Et que fut son trait caractéristique ? La disposition des démocrates à juger tout ce qui était pris pour une tendance du moment comme une direction irréversible des choses. Pas une seule des présidences n'a défini les tendances ; au lieu de cela, comme à Athènes au cours du règne de Périclès et de ses successeurs, les tendances ont pour l'essentiel défini les présidences. Et les rênes du véritable contrôle de ces tendances, elles, se nouent dans les mains de l'oligarchie financière transatlantique.

Posez-vous la question : comment une majorité d'électeurs a-t-elle pu être assez abrutie pour voter deux fois pour un candidat présidentiel à l'évidence aussi défectueux que George W. Bush, Jr ? C'était la tendance qui animait les électeurs, et non pas les électeurs qui donnaient la

tendance. C'est ainsi que devant les urnes, une grande partie des électeurs ont offert un spectacle proche d'un cirque de puces bien dressées. Si nous n'abandonnons pas cette vénération lubrique de tout ce que l'on suppose inéluctable, les Etats-Unis, et bien d'autres pays, se condamneront à devenir un avant-goût de l'enfer sur terre.

Cette quatrième phase a vu le jour en 1987, pendant l'effondrement d'octobre de la bulle boursière de New York, qui fut du même style que celui de 1929. Ce krach des marchés boursiers eut lieu sous les yeux du président de la Réserve fédérale, Paul Volker. Celui qui fut nommé à sa succession, Alan Greenspan, prit alors les choses en main. Il façonna la quatrième phase, la phase fatale, qui conduit aujourd'hui à l'effondrement imminent de tout le système



**Figure 2**  
Culturellement, la forte mentalité « anti-col bleu » des « soixante-huitards » porteurs de références universitaires a créé une scission avec ce qui restait de l'héritage de Franklin Roosevelt au sein des vestiges de l'alliance du mouvement ouvrier et de la couche politique et sociale qui lui était associée.

financier et monétaire mondial.

La « bulle » de Greenspan, c'est-à-dire l'arnaque des « produits financiers dérivés » forgée dans la tradition des bulles de John Law, en Europe au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, est devenue une structure fort compliquée ; ceci dit, l'essentiel du problème qu'elle représente peut-être assez justement résumé comme suit.

Le processus qui mena à l'effondrement du marché boursier d'octobre 1987, similaire à celui de 1929, eut aussi pour effet l'épuisement des liquidités disponibles pour le système des banques privées. Suivant la machination de Greenspan, la Réserve fédérale gonflait la bulle de crédit hypothécaire constituée à travers

des opérations financières de Fanny Mae et de Freddie Mac, afin que ces deux organismes puissent à leur tour déverser du liquide dans les caisses des banques. Cette pratique, ainsi que la spéculation immobilière inflationniste qui s'y associa, a représenté l'axe principal d'une inflation de plus en plus rapide aux États-Unis, en Europe et ailleurs. En se combinant au mécanisme de prêts au jour le jour à taux d'intérêt pratiquement nul, monté au Japon, c'est cette pratique qui constitua la base de l'échafaudage de tout un système créateur de forte inflation, implicitement cancéreux, connu sous le nom de « carry-trade ». Ce système opéra au sein d'un environnement général façonné par Greenspan, qui organisa une combine entre joueurs misant sur les paris d'autres joueurs. C'est leurs mises qui reçurent le nom de produits financiers dérivés, y compris les produits dérivés de crédits.

Cette avalanche d'argent au sein du système, orchestré par le biais de bulles immobilières cancéreuses gigantesques (comme celle des alentours de Washington) et s'appuyant sur un recours plus que douteux à ce que la Réserve fédérale appelle « M3 », a été la force motrice de ce qu'on voit apparaître : une hyperinflation générale. Le lien entre, d'une part, le rôle de la bulle de crédit hypothécaire rechargeable montée par Greenspan et, d'autre part, la spirale hyperinflationniste dans les produits spéculatifs associés aux matières premières du monde entier, est en fait le meilleur repère pour comprendre les principes élémentaires du raz-de-marée hyperinflationniste de 2006, qui se déchaîne à l'image de celui de Weimar et constitue le pivot de l'effondrement qui menace aujourd'hui tout le système mondial. Ceci simplifie la façon de présenter le processus d'ensemble, mais ne laisse de côté rien qui soit essentiel.

La clé pour comprendre cette crise est le taux d'accroissement du taux d'accroissement de l'inflation dans le prix du pétrole et d'autres matières premières, comme les métaux.

Tous les escrocs qui organisent une bulle financière savent qu'elle devra, un jour ou l'autre, crever et s'effondrer. L'intention des plus adroits est d'en ressortir avec un profit, alors que les pigeons qu'ils appâtent et qui mordent à de tels investissements se font plumer jusqu'à l'os. La bulle globale actuelle a précisément ce caractère. En s'accaparant le marché mondial du pétrole et des métaux essentiels, quel que soit le

prix à payer, les intérêts exerçant un monopole sur ces valeurs croient que lorsque tout s'effondrera, ils détiendront ainsi le monde, devenu alors leur patrimoine privé.

Voilà le véritable sens de l'envol fiévreux des prix du pétrole et des métaux aujourd'hui.

En d'autres termes, le système mondial actuel est fait pour s'effondrer, en faveur du profit et du pouvoir politique de cabales de financiers dont l'intention est de détenir, au final, les biens physiques d'un monde mis en faillite.

Ces réseaux financiers me haïssent, me haïssent et me redoutent, depuis mon débat public à New York, en octobre 1971, avec un professeur d'économie keynésien de premier plan, Abba Lerner, proche du professeur Sydney Hook et de sa clique, opérant en tant que dirigeant du Congrès pour la Liberté de la Culture. Tous les ennuis et pressions que mes associés et moi-même avons subi depuis cette période viennent de cette haine et de la crainte de mes capacités qu'éprouvent les cercles financiers contrôlant Abba Lerner, Sydney Hook, John Train, et autres. Ils savent que je comprends leur jeu, comme peu d'autres à l'extérieur des grands réseaux financiers. À leurs yeux, c'est depuis le jour de mon débat avec Lerner que mes connaissances et ma volonté d'exposer ouvertement les faits incriminants ont représenté une menace à « leur système ».

Au fil des années, j'en suis venu à comprendre ces réseaux financiers bien mieux qu'eux-mêmes, en dehors d'un très petit nombre d'entre eux.

## LE REMÈDE

Les faits politiques que l'on doit considérer à mon sujet sont, premièrement, que je suis « un Américain » et, deuxièmement, que je sais ce qu'« américain » devrait vouloir dire pour tout Américain adulte bien informé.

Ce qui apparaît ici est la différence entre le système américain, qui tient son caractère de la façon dont la Constitution fédérale des Etats-Unis définit notre



**Figure 3**

C'est le système qui fut lancé alors qu'Alan Greenspan était président de la Réserve fédérale qui représente la quatrième phase.

## ***L'avalanche d'argent a été la force motrice de ce qu'on voit apparaître : une hyperinflation générale***

monnaie, et les systèmes européens. Alors que le contrôle des gouvernements par l'influence de financiers privés complices constitue la base des économies des Etats européens, comme on le voit bien dans ces « systèmes bancaires indépendants », la

Constitution des Etats-Unis exige que le gouvernement fédéral contrôle les opérations des systèmes bancaires et financiers privés. C'est-à-dire que ces gouvernements européens, qui souvent prétendent être souverains, en fait ne sont guère que des vassaux de systèmes de banques centrales appartenant à des intérêts privés, et surtout dans les moments de crise économique imminente ou déclarée.

Dans les pays qui se soumettent à la tutelle de ces systèmes de banques

indépendantes, la signification pratique de l'argent revêt la forme d'une superstition qui lui prête une valeur intrinsèque. Que sa valeur fluctue ne dépouillera pas pour autant le croyant de sa chimère suivant laquelle la valeur économique serait une propriété de l'argent.

Par contre, selon les clauses de la Constitution américaine, l'argent est créé par le gouvernement fédéral, grâce à l'autorité que lui accorde une loi votée par le Congrès (plus spécifiquement la Chambre des représentants). Comme le démontra encore Franklin Roosevelt, cette autorisation d'émettre de la monnaie revêt le caractère d'une création de capital financier par l'Etat, capital qui peut alors être prêté pour développer des entreprises publiques et privées. Dans le cadre d'un tel système, la valeur d'un objet ne reflète pas les superstitions de « l'offre et de la demande » mais l'utilité intrinsèque de ce qui est



**Figure 4**

Le système financier est gangrené par des bulles du même type que celle de la spéculation immobilière. Ci-dessus, une maison dans la banlieue de Washington « valant » plus d'un million de dollars.

produit. On dompte ainsi le comportement de l'argent émis grâce à des règles et des régulations visant à maintenir les prix dans certaines limites, celles-ci imposant en fait une règle de « commerce équitable », plutôt que le « libre-échange » des oligarques européens. La régulation des prix et des tarifs doit assurer la protection des investissements essentiels dans le capital public et privé, et dans la valeur du travail, celle-ci s'exprimant par le niveau de vie physique des foyers, nécessaire pour susciter une population saine et productive parmi les catégories les plus importantes de la force de travail.

C'est sur un système de crédit que se fonde l'économie des Etats-Unis, et non sur un système monétaire. Ce sont les écrits de Gottfried Leibniz sur une science de l'économie physique qui sont à l'origine du projet, et dont on voit le reflet le plus remarquable dans les rapports qu'Alexander Hamilton publia pour le Congrès américain. Ce sont ces mêmes conceptions qui inspirèrent celui qui fut l'allié d'Hamilton et l'ancêtre de référence de Franklin Roosevelt. C'est là l'essence de la pensée qui guida Roosevelt dans sa grande réorganisation de l'économie, auparavant ravagée par les politiques de Coolidge et d'Hoover.

C'est pour cela que l'effondrement brutal de la valeur donnée à l'argent, auquel nous sommes confrontés actuellement, n'est pas une calamité mortelle – même

s'il nous occasionne une considérable gêne – à condition que nous ayons le bon président et les gens qu'il faut au Congrès. Il est possible de redresser la monnaie et d'animer une transition : passer d'une monnaie insolvable à une monnaie saine, le pire se limitant à quelques gênes temporaires à un moment donné de l'histoire. Jamais une crise financière n'exige de mesures dictatoriales de contrôle politique, fut-elle de la taille de celle qui déferle actuellement.

Il n'y a rien qui justifie la campagne tyrannique de ce que le Président Bush appelle « tuer les touristes »<sup>2</sup>. Ce qui est nécessaire, c'est une redressement financier

## **L'effondrement brutal de la valeur donnée à l'argent n'est pas une calamité mortelle**

organisé d'un système en faillite qui doit rapidement être ramené à une forme stable et organisée de retour à la vie.

Certains d'entre nous savent comment le faire, et c'est mon cas. Pour ma part, je suis prêt à le faire. J'ai la conviction qu'au sein et autour de nos institutions gouvernementales, nous possédons le cœur de savoir et de compétence nécessaires pour faire le boulot. Ainsi parlait Franklin Roosevelt à propos de ce type de crises : « Rien ne doit nous faire autant peur que la peur elle-même. »

Alors, dès maintenant prenons la résolution de rassembler nos forces pour réparer ce qui a vraiment besoin d'être réparé. Après l'avoir fait, nous sortirons de cette crise en bien meilleur état que lorsque nous y sommes entrés.

2. En anglais « killing the tourists/ terr'ists » : jeu de mots sur la manière dont G.W.Bush prononce le mot « terroriste » et que l'on peut confondre avec « touriste » (Ndt).